
Vers l'élaboration d'un Pacte mondial sur les réfugiés

Discussion thématique 4 :

Mesures à prendre dans la recherche de solutions

14 novembre 2017

Groupe de discussion 4 : Comment pouvons-nous faire en sorte que les solutions locales marchent pour les réfugiés et les communautés d'accueil ?

Résumé

Les considérations majeures suivantes ont notamment été exposées concernant les solutions locales :

- Il n'existe pas d'approche unique pour les solutions locales et le contexte tant local que national doit être pris en compte.
- L'intégration locale peut faire partie d'une approche globale des solutions, selon qu'il convient, en plus du rapatriement volontaire et des solutions dans un pays tiers. Il est important d'aborder la problématique des solutions de manière réfléchie dès le début d'une situation d'urgence de réfugiés.
- Dans toute solution locale, il est essentiel de répondre aux besoins à la fois des réfugiés et des communes locales.
- L'appui aux solutions locales nécessite une large coalition d'acteurs humanitaires et de développement, d'institutions financières, de la société civile, d'instances régionales, de groupes de jeunes et autres parties prenantes concernées. La prise en compte des besoins des femmes et des filles réfugiées et la possibilité pour elles de prendre des décisions sont particulièrement importants.
- Une volonté et un leadership politiques résolus à un haut niveau sont essentiels.

Propositions pour le programme d'action

Tirées du document de réflexion

Les propositions du document de réflexion ont été généralement bien accueillies et reprises dans les déclarations qui ont été faites. Il s'agit notamment des propositions suivantes :

1. Aide au développement et autre assistance financière
 - Il est essentiel d'assurer un soutien financier adéquat et prévisible aux solutions locales, y compris par un financement en amont si possible. Les participants ont demandé que des mesures plus concrètes et plus durables soient trouvées pour le financement et l'allocation des ressources.
 - Il est important que les ressources destinées aux solutions locales ne soient pas prises sur les engagements existants mais viennent s'y ajouter. L'objectif est de faire en sorte que l'apport de solutions locales ne crée pas des charges pour les communautés touchées.
2. Politiques inclusives
 - Le contexte local déterminera quels politiques et cadres sont nécessaires pour soutenir une approche inclusive.

- « Ne pas faire de laissés-pour-compte » – les solutions locales sont une occasion importante de faire respecter les droits et de répondre aux besoins des personnes se trouvant en situation de vulnérabilité, en particulier des personnes handicapées et des personnes âgées. La Charte pour l'inclusion des personnes handicapées dans l'action humanitaire fournit une base solide à cet égard. L'existence de données désagrégées est essentielle.
3. Faire profiter les réfugiés comme les communautés d'accueil
- Il est crucial que les solutions locales profitent à la fois aux populations locales et aux réfugiés. Par exemple, le développement d'infrastructures que tous les groupes peuvent utiliser, comme des établissements de santé et des installations d'approvisionnement en eau, peut favoriser la coexistence pacifique.
 - Un pacte entre les réfugiés et les communautés locales pourrait être encouragé afin d'assurer des engagements mutuels. Un leadership local solide et des « champions » locaux peuvent aussi favoriser la réussite de solutions locales et permettre aux communautés locales de pouvoir s'exprimer et d'être entendues.
 - Il convient d'aider les gouvernements non seulement à élaborer des politiques mais aussi à les faire connaître.
4. Élaborer ou mettre à jour des plans de développements locaux ou nationaux afin d'inclure les réfugiés
- Un soutien durable des partenaires du développement et autres acteurs est nécessaire pour compléter les efforts de développements nationaux, conformément à l'Agenda 2030 pour le développement durable et aux objectifs de développement durable. L'importance des autorités locales a été particulièrement soulignée.
 - Le cas de la Zambie montre l'importance de l'existence de moyens d'existence durables pour les anciens réfugiés et les avantages que présente leur intégration dans les plans et les programmes de développement locaux et nationaux (comme l'attribution de terres).
5. Analyser les économies des régions qui accueillent des réfugiés et assurer l'accès de tous aux moyens d'existence
- Le fait que les personnes bénéficiant des solutions locales aient les moyens de contribuer à l'économie locale et agissent comme catalyseurs et agents du développement peut être source d'avantages mutuels pour les anciens réfugiés et pour les communautés locales. La reconnaissance et l'inventaire des qualifications et des capacités existantes des réfugiés, y compris de celles des femmes et des filles, est également nécessaire.
 - Une approche de l'emploi et de la formation prenant la forme d'un contrat à impact social, orientant les investissements privés dans des projets destinés au public, constitue un bon modèle de partenariat entre le secteur public et le secteur privé.
 - Le fait que la population locale voie les anciens réfugiés contribuer à l'économie peut générer un climat d'acceptation. Une plate-forme de commerce en ligne créée par des réfugiés en Turquie a été citée en exemple.
6. Tolérance et harmonie sociale, et lutte contre la xénophobie
- Pour que les solutions locales marchent, il est essentiel de fournir des informations sur ce qu'est la xénophobie et de faire en sorte que les citoyens connaissent les lois et les politiques applicables dans leurs interactions quotidiennes.
 - Faciliter l'apprentissage des langues locales par les réfugiés peut aussi favoriser l'inclusion.
 - Les participants ont recommandé l'instauration de programmes spécifiques informant les populations des investissements réalisés dans les régions qui accueillent des réfugiés et des avantages à long terme que présente leur intégration.

7. Intégration locale juridique des réfugiés

- Des cadres juridiques peuvent devoir être ajustés afin de fixer des critères d'intégration locale ; des cadres souples sont nécessaires pour que l'intégration réussisse, y compris concernant l'accès à un passeport national.
- Un certain nombre d'exemples positifs de cadres juridiques garantissant le respect des droits fondamentaux ont été cités, y compris concernant l'accès aux soins de santé, à l'éducation, aux abris et au logement, à la protection sociale, à la liberté de mouvement et à d'autres droits.

Suggestions supplémentaires pour le programme d'action

- Des plates-formes de coordination pour faciliter le dialogue de haut niveau sur les solutions locales, y compris avec des organisations locales de la société civile.
- Des engagements pluriannuels pour aider les gouvernements d'accueil à faire les réformes nécessaires pour soutenir les solutions locales, y compris concernant l'accès à l'éducation.
- Des accords commerciaux préférentiels pour les biens produits par les réfugiés dans les États d'accueil.
- Des groupes de travail comportant des représentants des réfugiés et des communautés locales pour diriger le processus d'intégration et dispenser des conseils à son sujet.
- Un processus de dialogue coordonné dès le début d'une situation de réfugiés, avec les pays d'accueil, les institutions régionales, les donateurs et autres acteurs afin d'appuyer l'élaboration des politiques et des cadres nécessaires ou la révision de ceux qui existent ; ainsi que des évaluations des besoins et des capacités intersectorielles et tenant compte du genre dès le déclenchement d'une crise.
- L'inclusion des personnes déplacées à l'intérieur dans les programmes relatifs aux solutions locales selon qu'il convient.
- La nécessité d'une prise en compte plus rigoureuse du genre et d'une intégration plus forte des enfants, ainsi que des populations particulièrement vulnérables, a été soulignée.

HCR

23 novembre 2017